



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir.”

mars 2017

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l’affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d’instruire et amuser » !

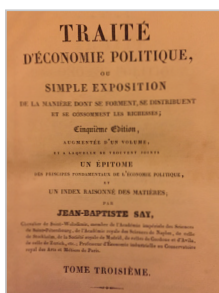
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l’outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d’économie, tâchera d’instruire et tentera d’amuser... Tentez votre chance ! L’abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d’un révolutionnaire qui a si bien compris l’importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l’échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l’économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu’ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l’ambition de la Décade.

Il nous l’avait bien dit

mars 2017

“L’invention de machines nouvelles est sujette à peu d’inconvénients”



« Dans une société où les capitaux vont en croissant, l’invention de machines nouvelles est sujette à peu d’inconvénients. Elles multiplient, il est vrai le nombre des êtres travaillant ; mais dans un tel pays, de nouveaux capitaux permettent de faire travailler les nouveaux êtres travaillants qui se présentent. Car ce n’est pas le défaut de consommateurs qui arrête l’essor de l’industrie, c’est le défaut de capitaux : il naît des consommateurs partout où il naît des produits. Quand les capitaux ne manquent pas, nul être capable de travail ne reste désœuvré malgré lui.

Ce serait bien vainement que vous cherchiez à éviter le mal passager qui peut accompagner l’invention d’une machine nouvelle, en défendant d’en faire usage. Elle sera exécutée quelque part en à l’étranger ; ses produits seront moins chers que ceux que vos ouvriers continueront à créer laborieusement et leur bon marché enlèvera toujours nécessairement à ces ouvriers leurs consommateurs et leur ouvrage.

Toutes les fois qu’on parvient au contraire à surmonter les difficultés qui accompagnent l’introduction de nouvelles machines, on retire non seulement des avantages généraux, mais

encore des avantages particuliers pour la classe qui dans les commencements avait de quoi se plaindre. L'expérience de tous les temps offre une foule de preuves de cette assertion. Il est bien peu de machines qui n'aient d'autre avantage que de remplacer purement et simplement le travail de l'homme ; il en est bien peu par conséquent que le travail de l'homme puisse remplacer entièrement. Et l'on peut supposer que les machines qui s'inventent chaque jour et qui s'inventeront dans la suite seront à peu près dans le même cas. Par conséquent, repousser une machine nouvelle, c'est repousser un produit nouveau jusqu'à un certain point. »

Traité d'économie politique T1 p.49 et s. Édition 1803

Analyse économique

mars 2017

Pourquoi en économie aussi, les gens se laissent-ils bercer par les sirènes du populisme ?

L'histoire économique regorge d'expériences populistes qui se sont toujours soldées dans la douleur pour les populations. Et pourtant, à intervalles réguliers, ces politiques semblent retrouver du crédit auprès d'une partie des populations. Dans un article¹ paru en 1991 et devenu un classique de l'économie depuis, Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards apportent des éléments de réponse. L'article est l'introduction d'un volume consacré aux aspects macroéconomiques des expériences populistes en Amérique latine. En effet, ces pays ont eu longtemps, et de manière récurrente, recours à ce genre de politiques.

Les auteurs définissent une politique économique populiste comme une politique qui donne la priorité à la croissance et la redistribution des revenus au détriment de la prise en compte des risques liés à l'inflation, au déficit budgétaire, aux contraintes externes et à la réaction des agents économiques à des politiques agressives. L'expérience populiste commence toujours par une profonde insatisfaction avec les conditions économiques d'un pays : croissance jugée trop faible ou présence de fortes inégalités de revenus.

Un des faits saillants de ces politiques est de rejeter l'existence de contraintes sur la politique économique. Selon cette logique, l'expansion économique n'est pas inflationniste, d'autant qu'il est toujours possible de peser sur les prix et sur les marges des entreprises par le contrôle des prix. En effet, l'objectif de ces politiques est toujours d'augmenter fortement le salaire réel, de créer des emplois et d'accélérer la croissance. Pour ce faire, elles reposent généralement

¹The macroeconomics of populism, Rudiger Dornbusch and Sebastian Edwards, The Macroeconomics of Populism in Latin America, Conference held May 18-19, 1990 Published in January 1991 by University of Chicago Press © 1991 by the National Bureau of Economic Research

sur des politiques de relance. Ces politiques souhaitent limiter les dévaluations pour éviter le renchérissement du coût de la vie. Les autorités ont recours à la planification et au contrôle pour s'assurer de la tenue de leurs objectifs.

Les auteurs distinguent quatre phases dans la mise en œuvre de ces politiques. Dans la première, l'économie se retrouve effectivement stimulée par des mesures : la croissance accélère, l'inflation reste stable et les éventuels manques sont comblés par des importations. Tout semble confirmer la pertinence de ces mesures : croissance et consommation s'améliorent. Dans la deuxième phase, on commence à observer des goulets d'étranglement et des déséquilibres extérieurs qui rendent une dévaluation et un contrôle des changes nécessaires. L'inflation commence à accélérer, les salaires suivent et le déficit budgétaire commence à augmenter du fait des mesures de soutien et de subvention. Dans la troisième phase, l'économie subit des sorties de capitaux et se démonétise, ce qui accroît les pressions sur le budget. La situation devient intenable, ce qui mène à la quatrième phase qui est celle d'une stabilisation orthodoxe de l'économie, souvent sous l'égide du FMI, qui amène une forte baisse des salaires réels afin de rétablir l'équilibre, baisse d'autant plus forte que ces politiques ont découragé l'investissement. Comme le rappellent crûment les auteurs, « le capital peut fuir de mauvaises politiques, pas le travail ». La situation des populations est souvent pire qu'avant le début de l'expérience populiste. Politiquement, cette quatrième phase passe souvent par un changement de gouvernement; les auteurs citent une analyse cruelle de l'économiste Paul Rosenstein-Roda : « Salvador Allende n'est pas mort parce qu'il était socialiste, mais parce qu'il était incompétent. »

Mais alors pourquoi la tentation de ces politiques revient-elle si souvent ? Sur la base des expériences latino-américaines, les auteurs déclarent qu'il n'y a, en général, qu'une faible capacité ou volonté d'apprendre des expériences des autres pays et que les populations comme les dirigeants finissent par oublier les erreurs du passé quand elles ne sont pas de leur génération. Par ailleurs, les tenants de ces politiques affirment toujours que les circonstances de leurs pays sont uniques et que les contraintes économiques n'existent pas vraiment : dans un monde affranchi des règles de l'économie, ces politiques ne peuvent que fonctionner ! Comme le rappelle un chapitre du rapport 2017 de l'[European Economic Advisory Group](#), ces politiques permettent aussi aux politiciens qui les promeuvent de se distinguer de l'élite. Toutes choses qui s'avèrent payantes sur le plan électoral.

Dans un [éditorial du 7 février 2017](#), Andrés Velasco, ancien ministre des finances du Chili et professeur à l'université de Columbia, développe une idée implicite dans l'article de Dornbusch et Edwards. Les auteurs constatent que les politiques populistes finissent toujours par échouer, mais Velasco rappelle que le délai avant que cet échec ne se produise peut être long, parfois plusieurs années. Autant d'années où ces politiques semblent réussir, mais aggravent les déséquilibres des économies.

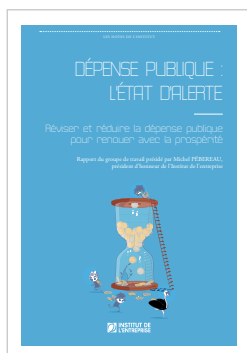
Une solution simple à des problèmes compliqués, une politique apparemment au service du peuple et non des élites, et une première phase favorable qui peut durer longtemps. Autant de choses qui rendent ces politiques séduisantes avant un retour au réel toujours douloureux... Et ces politiques populistes qu'on nous propose aujourd'hui, ne sont-elles pas la poursuite d'une politique populiste mise en œuvre en France depuis plus de 20 ans, mais qui n'a jamais dit son nom ?

Reçu 10/10

mars 2017

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Le sujet alarmant dont on ne parle pas : les excès de dépenses publiques et pourquoi il est urgent de les baisser.



L'Institut de l'Entreprise vient de publier une [note](#) produite par un groupe de travail présidé par Michel Pébereau : de préoccupante, la situation des finances publiques de notre pays est devenue alarmante. La progression continue de nos dépenses non financées, pour nos besoins courants, et le gonflement conséquent de notre endettement font peser un fardeau considérable sur notre secteur marchand -on le sait- qui explique une partie du niveau élevé de notre chômage structurel. Mais alors que les taux d'intérêt sont entrés dans un cycle haussier durable, cette tendance et ce niveau de notre dépense publique constituent une menace pour notre souveraineté nationale, notre prospérité et notre paix sociale.

La France est seule parmi les grands pays à n'avoir pas contenu et ni réduit ses dépenses publiques au cours des 15 dernières années ; notre dette, proche de 2 000 milliards d'euros, nous coûte 45 milliards d'intérêts c'est-à-dire autant que notre Défense Nationale. Et cette dette étant détenue aux 2/3 par des investisseurs étrangers, c'est autant d'argent qui nous échappe. Si les taux d'intérêts étaient à leur niveau « normal » au regard de la croissance et de l'inflation, c'est plutôt 80 milliards qu'il faudrait payer. La confiance de nos créanciers n'est pas infinie et il nous appartient de conserver la maîtrise de notre destin en réduisant nos dépenses publiques à 50 % (contre 57 %) de notre PIB dans un premier temps pour se rapprocher de nos partenaires. La note de l'Institut de l'Entreprise dit pourquoi il faut le faire et comment y parvenir. Une responsabilité que les citoyens doivent exiger de leurs dirigeants qu'ils la prennent enfin.

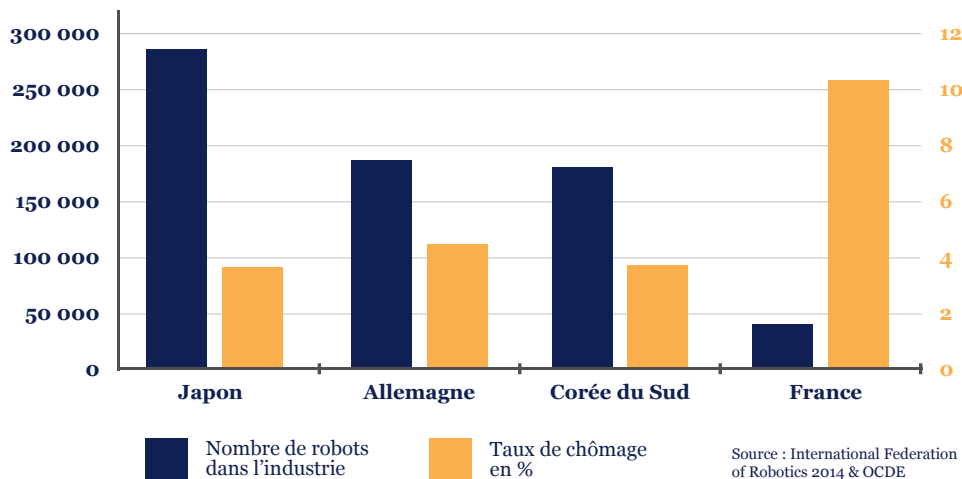
Collé 0/10



mars 2017

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

La France, son chômage et ses robots



En référence à notre citation du mois de Jean-Baptiste Say, alors que certains s'effrayent des robots et voudraient les taxer, ce petit graphique vient démentir bien des idées reçues. Les gains de productivité sont, avec la démographie, le seul moteur de la croissance. La robotisation permet d'en réaliser de sérieux sans nuire à l'emploi. Nos économies se sont justement développées grâce à la mécanisation de l'agriculture, au machinisme industriel et à la numérisation des services. Une population toujours plus nombreuse a pu, grâce à ces phénomènes, améliorer ses conditions et son espérance de vie de façon prodigieuse au cours des deux siècles écoulés et comme jamais au cours de l'histoire de l'humanité. Ne l'oublions pas et n'oublions pas non plus la formule d'Helmut Schmidt : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

Parole d'entrepreneur

mars 2017

Nicolas CHABOT - Traackr -



Nicolas CHABOT mène le développement de Traackr en Europe en tant qu'investisseur et VP EMEA. Basé à San Francisco, Traackr permet aux marques de planifier et exécuter des programmes relationnels sur les réseaux sociaux en identifiant et analysant l'impact des influenceurs sur le web. Avant de rejoindre Traackr, Nicolas a acquis une longue expérience de dirigeant dans le retail au sein des groupes Darty et Carrefour. Il est aussi un alumni du Boston Consulting Group (BCG) et diplômé d'HEC. Son expertise couvre les domaines du management, de la stratégie, du retail et consumer goods ainsi que du marketing digital.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Je crois que c'est un choix que j'avais retardé trop longtemps; il s'est finalement imposé à moi par une combinaison de raisons émotionnelles et économiques.

D'abord sans doute par indiscipline et goût de la liberté ! Par envie de travailler avec des gens qui ont choisi de travailler ensemble !

Une envie de prise de risque et l'espoir d'un beau retour sur investissement: sait-on jamais si l'aventure était couronnée de succès ?

Et en se rassurant par calcul: convaincu que l'avenir est dans le développement des nouvelles technologies, je souhaitais aussi me confronter à cette révolution.

À la fin c'est surtout une envie de s'amuser, d'augmenter la dose d'adrénaline quotidienne !

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Dans une jeune société de « tech » comme Traackr, nous sommes tous des entrepreneurs.

Ceux qui nous rejoignent abandonnent des postes de responsabilités dans des grands groupes pour une société au futur encore risqué, ou bien choisissent de faire un stage dans une start-up inconnue plutôt que dans une banque d'affaires pendant leur cursus à HEC.

Mais nos investisseurs sont aussi des entrepreneurs, soit qu'ils en aient l'âme (et donc une bonne compréhension du sujet) soit qu'ils en aient le passé.

Et je crois aussi que nos clients sont entrepreneurs : pour eux, choisir Traackr c'est une nouvelle façon de faire du marketing, d'innover sur des stratégies de communication nouvelles, c'est prendre des risques au sein de son organisation, vouloir changer les pratiques en cours. J'ai beaucoup d'admiration pour les early-adopters capables d'investir dans des projets et des partenaires innovants en mettant leur propre crédibilité en jeu.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La création de valeur a bien sûr une réalité économique. Pour une société comme la nôtre elle se mesure essentiellement grâce au cashflow généré et à la valorisation croissante de la société auprès de ses investisseurs successifs.

Mais, pour moi, la création de valeur se matérialise aussi concrètement par deux critères:

- la fidélité des clients, des grandes marques avec qui nous travaillons et qui décident d'accélérer leur investissement dans nos solutions : quelle gratification et marque de confiance reçue de la part de professionnels du marketing !
- l'embauche de nouveaux collaborateurs. Alors que la «tech» est critiquée pour son faible taux de création d'emploi, avoir la capacité d'augmenter la taille de nos équipes, de créer de l'emploi pérenne, qualifié, reste à mon sens une belle preuve de création de valeur.

Enfin dans un autre sens, nous essayons de développer une entreprise qui soit aussi porteuse de valeurs : valeur de solidarité et de prise de risque en particulier.

4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

- La première me semble être la simplification administrative. Le nombre de règles, d'instituts divers à gérer (Ursaaf, retraites, apprentissage, formation, TVA etc...) n'en finit jamais. Même les aides et subventions semblent hors de portée pour cause de complexité.
 - Un autre aspect fondamental est la capacité à opérer sur un marché unique. Par exemple, malgré une législation européenne commune sur la « data privacy », la mise en œuvre reste locale et l'écart entre le UK et la France reste source de complexité par exemple.
 - Cependant, j'aimerais aussi attirer l'attention sur le fait qu'un environnement favorable doit venir autant -sinon plus- du milieu économique lui-même que de l'État : respect des délais de paiement, financements bancaires, ou capacité des grands groupes à prendre des risques et à soutenir l'innovation. Car ce sont parfois les mêmes qui critiquent l'inefficacité de l'État et qui ne prennent pas leurs responsabilités.
-
-